

CONSEIL MUNICIPAL

VENDREDI 20 JUIN 2025

PROCES-VERBAL

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal de la Commune de LIVRY SUR SEINE s'est réuni le : Vendredi 20 juin 2025 à 20 H 30 En mairie (1 rue de Vaux)

L'an deux mille ving séance publique sur	gt-cinq, le vingt juin à vingt heures trente, légalement convoqué, le Conseil Municipal s'est réuni er convocation de Monsieur Régis DAGRON, Maire,
Etaient présents	M. DAGRON, Maire, Christophe SIMON, Esther DECANTE, Alain ARNULF, Marie-France DIDIER, Adjoints, Hervé DUCAT, conseiller délégué Nadia BECHIKHI, Caroline GUIEBA, Jean-Pierre BORDERIEUX, Jocelyne MARCHAND, Valérie EMPIS, Lucien SOKPOLI, Franck DELAPORTE et Thomas CLEMENT, Conseillers Municipaux,
Absents excusés	Christian MARI, Jean-Michel DOMENECH, Emily THIBOT
Pouvoirs	
Secrétaire de séance	Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Thomas CLEMENT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Thomas CLEMENT est désigné comme secrétaire de séance

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL DU 23 mai 2025 à l'unanimité

DECISIONS DU MAIRE

2025-02 Convention pour la révision du PLU avec l'Agence Eu-Créal

2025-03 Contrat de licence avec LUMIPLAN (panneau d'affichage électronique)

2025-04 Convention de réservation de logements avec PLURIAL NOVILIA (8 logements sociaux et 16 intermédiaires)

2025-05 Convention de réservation de logements avec PLURIAL NOVILIA (6 logements intermédiaires)

2025-06 Provisions pour créances douteuses 2025

DELIBERATIONS

AFFAIRES GENERALES: Rapporteur Régis DAGRON

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DES SERVICES INFORMATIQUES AVEC CONTRAT DE SERVICES ET D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES

La Commune de Livry sur Seine a souhaité évaluer ses besoins en équipements scolaires et péri scolaires, au regard de la croissance démographique induite par les différentes opérations de création de logements en cours ou à venir sur son territoire.

Ces besoins, ainsi que différents scénarios d'évolution, ont été identifiés dans une étude de programmation réalisée par l'agence Urban, rendue le 27 juin 2018.

La Commune a ainsi souhaité réaliser une extension de son école maternelle dans une première phase d'intervention, et procéder à l'agrandissement du restaurant scolaire dans une seconde phase d'intervention.

Elle a défini le programme et a arrêté, à la somme globale de 850 000 € HT (valeur BT01 Mai 2018) correspondant à 540 000 € HT pour l'extension de l'école maternelle et 310 000 € HT pour l'extension du restaurant scolaire.

Par délibération $n^22018/61$ de son Conseil Municipal, la Commune a approuvé le 14 décembre 2018 la convention de mandat confiant la réalisation du projet à la SPL Melun Val de Seine Aménagement (SPL).

La convention de mandat a été signée par les parties le 20 décembre 2018, et notifiée à la SPL le 21 décembre 2018.

Un **premier avenant** a été conclu entre les parties pour prendre en compte les évolutions apportées par l'avant-projet définitif (APD) concernant l'extension de l'école maternelle, notifié à la SPL le 24 octobre 2019. Le programme initial, le budget alloué à l'extension de l'école maternelle et le budget total de l'opération ont ainsi été modifiés. Cet avenant ne modifiait aucun élément relatif à l'extension du restaurant scolaire.

Un **second avenant** a été conclu entre les parties portant sur la modification des missions initialement mises à la charge du mandataire, notifié le 13 mars 2020. Les missions du mandataire ont été modifiées afin de permettre au Mandant de procéder directement au paiement des tiers.

Les travaux sur l'école maternelle ont pu être menés entre 2020 et 2021, pour une réception des travaux le 09 mars 2021. En parallèle, les études d'esquisses et d'avant-projet sommaire relatives à l'extension du restaurant scolaire ont pu être validées progressivement entre 2019 et 2020.

Un **troisième avenant** a été conclu entre les parties portant sur une réévaluation du coût des travaux le portant à **617 000 € HT** et une reprise du planning, à la suite de la validation de l'avant-projet définitif (APD), signé le30 /10 /2023

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que pour ce qui concerne l'avenant n°4 les modifications à apporter sont les suivantes :

- Modification du calendrier d'exécution avec une fin des travaux prévus en avril 2026
- Fin de parfait achèvement des travaux avril 2027
- Par ailleurs, dans le cas où l'opération connaît un retard non imputable à la SPL, la rémunération sera augmentée du nombre de trimestres supplémentaires durant lesquels la

SPL Melun Val de Seine Aménagement devra assurer le pilotage de la mission jusqu'à son achèvement, sans révision du montant trimestriel de rémunération prévu au contrat initial ou au dernier avenant approuvé.

- La reprise du budget global, à la suite des modifications de projet apportées pour entrer dans l'enveloppe travaux, ne modifie pas le montant global TTC de l'opération mais modifie sa ventilation.

CONSIDERANT que les autres dispositions de la convention restent inchangées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES,

DECIDE

D'APPROUVER les termes de l'avenant n°4 à la convention de mandat pour l'extension d'une école maternelle et l'agrandissement d'un restaurant scolaire

D'AUTORISER le Maire ou son représentant à prendre toutes les décisions ou à accomplir toutes les formalités pour l'exécution de la présente délibération.

AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE MANDAT POUR L'EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE ET L'AGRANDISSEMENT DU RESTAURANT SCOLAIRE AVEC LA SPL

Par délibération n°2022.2.6.20 du 28 mars 2022, le Conseil Communautaire a approuvé le renouvellement de la convention de mutualisation des services informatiques applicable à compter du 1^{er} avril 2022.

A ce jour, sont adhérentes les communes suivantes : Melun, Le Mée-sur-Seine, Vaux-le-Pénil, La Rochette, Rubelles, Boissise-le-Roi, Boissise-la-Bertrand, Maincy, Lissy, Limoges-Fourches, Seine-Port, Montereau-sur-le-Jard, Livry-sur-Seine et Pringy.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que le présent avenant a pour objet de permettre l'entrée de la commune de Saint-Germain-Laxis à la convention de mutualisation et de service des services informatiques avec contrat de services et d'engagements réciproques jusqu'au terme de la convention fixée au 31 décembre 2026.

CONSIDERANT que les autres dispositions de la convention restent inchangées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES,

DECIDE

D'APPROUVER l'avenant n°1 à la convention de mutualisation des services informatiques avec contrat de services et d'engagement réciproques ci-annexée

D'AUTORISER le Maire ou son représentant à prendre toutes les décisions ou à accomplir toutes les formalités pour l'exécution de la présente délibération.

ADMISSION DE CREANCES EN NON-VALEUR

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'état des titres irrécouvrables transmis par la Trésorière Principale pour lesquels il a été demandé l'admission en non-valeur, (poursuites contentieuses demeurées infructueuses)

CONSIDERANT qu'il s'agit Il s'agit des titres référencés comme suit :

Exercice	Référence de la pièce
2022	T-387
2022	T-77
2022	T-309
2022	T-20
2022	T-221
2022	T-10
2022	T-111
2022	T-186
2022	T-336

Exercice pièce	Référence de la pièce		
2017	T-37		
2009	T-197		
2018	T-349		
2018	T-17		
2009	T-134		

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

- ADMET en non-valeur les titres de recettes dont les montants s'élèvent à 3 194,33 €
- **PRECISE** que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025. Ils seront imputés en dépenses à l'article 6541 intitulé « Créances admises en non-valeur ».

SUBVENTION COLLEGE LA MARE AUX CHAMPS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de subvention formulée par le Collège de La Mare aux Champs

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une subvention versée au titre d'aide au fonctionnement de l'établissement au prorata du nombre de collégiens Livryens accueillis dans l'établissement

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, LA DELIBERATION EST ADOPTEE AVEC 2 VOIX CONTRE ET 12 VOIX POUR.

Une subvention de 1 320 € au titre de l'année 2025 est **ACCORDEE**Il est PRECISE que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025.

Un courrier de rappel des délais de dépôt des demandes de subvention sera envoyé à l'intendant de collège

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX JARDINS DE LIVRY

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de subvention formulée par l'association des Jardins de Livry, faisait état d'une demande exceptionnelle de 300 € justifiée par les travaux de réfection de toiture de la maisonnette et des deux dernières rangées de châssis.

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une subvention de fonctionnement exceptionnelle

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

ACCORDE une subvention exceptionnelle de 300 € à l'association des Jardins de Livry

PRECISE que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025.

AFFAIRES SCOLAIRES: Rapporteur Hervé DUCAT

PARTICIPATION DE LA COMMUNE CARTE IMAGIN'R COLLEGIENS -CONVENTION A INTERVENIR AVEC TRANSDEV

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT, que sur avis de la commission scolaire réunie le 2 juin 2025, la commune de Livrysur-Seine souhaite également participer au financement de la carte Imagin'R pour les collégiens

CONSIDERANT les termes de la convention à intervenir avec TRANSDEV,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

APPROUVE les termes de la convention à intervenir avec TRANSDEV

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ladite convention

DECIDE que la participation de la commune s'élève à 50% du reste à charge pour les familles (hors frais de dossier) dans la limite de 50 € par carte

PRECISE que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025

Un courrier sera envoyé au département pour connaître le montant de sa participation pour la carte imagin'R.

PARTICIPATION DE LA COMMUNE CARTE IMAGIN'AIR LYCEENS CONVENTION A INTERVENIR AVEC TRANSDEV

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT, que sur avis de la commission scolaire réunie le 2 juin 2025, la commune de Livrysur-Seine souhaite également participer au financement de la carte Imagin'R pour les lycéens

CONSIDERANT les termes de la convention à intervenir avec TRANSDEV,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

APPROUVE les termes de la convention à intervenir avec TRANSDEV

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ladite convention

DECIDE que la participation de la commune s'élève à 50 € par carte

PRECISE que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025

TARIFS DES PRESTATIONS PERISCOLAIRE ET RESTAURATION 2025/2026

CONVENTION d'UTILISATION DE LA PISCINE DE DAMMARIE-LES-LYS POUR LES SCOLAIRES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que la convention a pour objet la mise à disposition par la ville de Dammarie-les-Lys de la piscine municipale Jean-Boiteux pour les cours de natation des enfants pendant le temps scolaire.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

APPROUVE les termes de la convention de mise disposition par la ville de Dammarie-les-Lys de la piscine municipale pour les cours de natation des enfants de Livry sur le temps scolaire,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention

PRECISE que les crédits budgétaires sont ouverts sur le budget de l'exercice 2025, pour un montant de 2 240 €.

FIXATION DES TARIFS DES SERVICES PERISCOLAIRES ANNEE SCOLAIRE 2024/2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les propositions de la Commission Scolaire réunie le 5 juin 2024,

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur les tarifs des services et activités périscolaires avant la rentrée scolaire,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés

APPROUVE les tarifs des services périscolaires pour l'année scolaire 2024/2025 comme suit :

RESTAURATION

	Prix
Repas	5.00 €
Dégressivité 2ème enfant -5 %	4.75 €
Dégressivité 3ème enfant et plus -10 %	4.50 €

Repas enfants extérieurs et adultes	6.60 €
	1

Repas spéciaux P.A.I.	1.05 €
Repas hors délai	6.30 €
Repas pique-nique	2.64 €
Repas Personnel Communal	2.80 €

GARDERIE

Période	Prix
Matin de 7h30 à 8h30	2.65 €
Soir de 16h30 à 18h00	3.57 €
Forfait matin + soir (18h00)	4.23 €
Matin de 7h30 à 8h30	2.65 €
Soir de 16h30 à 18h00	2.65 €
Forfait matin + soir (18h00)	4.19 €
Soir de 18h00 à 18h30	1.33 €
La journée	4.33 €
La ½ journée	2.17 €
	Matin de 7h30 à 8h30 Soir de 16h30 à 18h00 Forfait matin + soir (18h00) Matin de 7h30 à 8h30 Soir de 16h30 à 18h00 Forfait matin + soir (18h00) Soir de 18h00 à 18h30 La journée

NOTA : la dégressivité en fonction du nombre d'enfants s'applique sur l'ensemble des tarifs périscolaires (hors SMA).

ALSH: Rapporteur Esther DECANTE

MODIFICATION DES TARIFS ALSH

VU la délibération 2022/44 en date du 28 septembre 2022, portant convention pour la gestion d'un ALSH avec la Fédération des Foyers Ruraux de Seine et Marne et notamment son annexe 3

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de faire face aux augmentations de certains postes, notamment le tarif des transports en car et le matériel pour les activités pédagogiques,

CONSIDERANT que par suite des échanges du bureau municipal du 11 juin 2025, une augmentation de 3% des tarifs a été actée

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

DECIDE de l'augmentation des tarifs des prestations de l'ALSH comme suit :

Revenus mensuels	1 enfant	Semaine complète 1 enfant	2 enfants inscrits	Semaine complète 2 enfants	3 enfants et plus	Semaine complète methods et plus
<u>Jusqu'à 1500 €</u>	5,41 €	25,75 €	5,15 €	24,46 €	4,89 €	23,24 €
<u>De 1501 à 2000€</u>	<u>7,57 €</u>	36,05 €	<u>7,21 €</u>	34,25 €	6,85 €	32,53 €
<u>De 2001 à 2500€</u>	9,73 €	<u>46,25 €</u>	9,27 €	44,03 €	8,81 €	41,82 €
<u>De 2501 à 3000€</u>	10,82 €	51,40 €	10,30 €	48,93 €	9,79 €	46,45 €
De 3001 à 4000€	12,98 €	61,70 €	12,36 €	58,71 €	11,74 €	55,77€
<u>De 4001 à 5000€</u>	15,14 €	<u>71,89 €</u>	14,42 €	68,50 €	13,70 €	65,04 €
<u>De 5001 à 6000€</u>	16,22 €	77,04 €	15,45 €	73,39 €	14,68 €	69,73 €
Supérieur à 6000€	17,30 €	82,19 €	16,48 €	78,28 €	15,66 €	<u>74,37 €</u>

MODIFICATION DES PERIODES DE FERMETURE DE L'ALSH

VU la délibération 2022/44 en date du 28 septembre 2022, portant convention pour la gestion d'un ALSH avec la Fédération des Foyers Ruraux de Seine et Marne

VU précisément l'annexe I précisant l'organisation et la gestion de l'ALSH

CONSIDERANT que le bilan de fonctionnement fait apparaître un faible taux de fréquentation de l'ALSH sur la période des vacances de Noël

CONSIDERANT qu'en conséquence il est nécessaire de modifier les périodes d'ouverture de l'ALSH

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

DECIDE la modification de l'annexe I article 3.2 de la convention comme suit :

Périodes de fonctionnement de l'ALSH:

Tous les mercredis (sauf jours fériés) pendant la période scolaire.

Hors période scolaire :

- Toutes les petites vacances sauf à Noël
- Juillet
- Du lundi de la dernière semaine complète d'août précédant la rentrée scolaire jusqu'à la veille de la rentrée scolaire.

URBANISME: Rapporteur Alain ARNULF

RAPPORT TRIENAL D'ARTIFICIALISATION DES SOLS

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2231-1, qui dispose que : le maire d'une commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale présente au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante, au moins une fois tous les trois ans, un rapport relatif à l'artificialisation des sols sur son territoire au cours des années civiles précédentes.

Le rapport rend compte de la mesure dans laquelle les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols sont atteints.

Le rapport donne lieu à un débat au sein du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante. Le débat est suivi d'un vote.

Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante font l'objet d'une publication dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 2131-1

APRÈS AVOIR ENTENDU LE RAPPORT, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

PREND acte du débat tenu par le rapporteur triennal relatif à l'artificialisation des sols

REND un avis favorable sur tenu par le rapporteur triennal relatif à l'artificialisation des sols

DIT qu'en application de l'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération et le rapport relatif à l'artificialisation des sols qui lui est annexé seront transmis aux :

- Préfet de région lle de France
- Préfet de Seine et Marne
- Présidente du conseil régional d'Ile de France
- Président de la CAMVS

PARTICIPATION A L'ACHAT DE RECUPERATEURS D'EAU DE PLUIE

Afin de contribuer à répondre aux enjeux liés à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles, la commune de Livry-sur-Seine propose de participer au financement de l'acquisition de récupérateurs d'eau.

Cette opération a pour but de promouvoir l'achat de récupérateurs d'eau pluviale pour un usage extérieur, de soutenir le Livryens dans la gestion raisonnée de la ressource en eau et d'inciter à maîtriser l'utilisation qui en est faite.

Compte tenu du bon résultat de l'opération en 2024, il a été décidé de reconduire le dispositif.

A cette fin, lors du vote du budget un montant de 3000 € a été fléché pour subventionner l'achat de récupérateurs d'eau par les particuliers.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que cette aide sera versée aux habitants de Livry-sur-Seine, à raison d'une par foyer, prenant en compte l'acquisition d'un récupérateur d'eau de pluie, d'une capacité 300 litres minimum

CONSIDERANT que le demandeur doit être propriétaire ou locataire d'une maison individuelle

CONSIDERANT que cette aide s'élèvera à 50% du prix d'achat dans la limite de 100 euros par foyer

CONSIDERANT que cette aide sera versée, dans un délai de 3 mois après réception du dossier complet en mairie, incluant :

- Une fiche de demande d'aide, dûment complétée
- La copie de la facture établie au nom, prénom et adresse du bénéficiaire faisant apparaître le volume de la cuve et dont la date d'achat est postérieure à la date de délibération instaurant le dispositif
- Un relevé d'Identité Bancaire au nom du demandeur
- Pour les propriétaires :
 - O Un justificatif de domicile de moins de moins 3 mois au nom du propriétaire
 - Une copie de la pièce d'identité
- Pour les locataires :
 - L'accord du propriétaire
 - O Un justificatif de domicile de moins de moins 3 mois au nom de l'occupant
 - o Une copie de la pièce d'identité

Les dossiers incomplets ne seront pas instruits.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, À L'UNANIMITE DES MEMEBRES PRESENTS ET REPRESENTES :

DECIDE

Article 1 : d'approuver le principe et les modalités susmentionnées du versement d'une aide financière aux Livryens, pour l'acquisition d'un récupérateur d'eau de pluie à raison d'un par foyer, d'une capacité de 300 litres minimum

Article 2 : d'autoriser le Maire ou son représentant à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière s'y rapportant, nécessaire à l'exécution de la présente délibération, notamment le règlement fixant les modalités d'attribution de cette aide.

PRECISE

Article 3 : que les crédits suffisants pour la mise en œuvre de la présente délibération sont inscrits au budget 2025 de la commune, pour un montant de 3000 €

Clôture de la séance à 22h45

Le secrétaire de séance

Thomas CLEMENT

Le Maire

Regis DAGRON